



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Conflit militaire russo-ukrainien
Question au Gouvernement n° 4757

Texte de la question

CONFLIT MILITAIRE RUSSO-UKRAINIEN

M. le président. La parole est à M. Michel Herbillon.

M. Michel Herbillon. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, la tension entre l'Ukraine et la Russie ne cesse de monter : près de 120 000 soldats russes ont pris position le long de la frontière entre ces deux pays, avec un matériel offensif et logistique suffisant pour soutenir dans la durée un conflit militaire de grande ampleur.

La Russie veut affirmer sa nouvelle doctrine pour préserver sa zone d'influence en limitant la souveraineté de ses pays voisins, qui sont aussi les nôtres. Aux déclarations martiales des Russes et des Américains succèdent depuis plusieurs jours des initiatives diplomatiques des Européens, souvent – hélas ! – en ordre dispersé.

Plusieurs pays apportent des équipements et une aide militaire à l'Ukraine. La France, elle, a fait le choix d'envoyer des soldats en Roumanie dans le cadre d'un éventuel déploiement de l'OTAN.

Cette escalade dangereuse peut rapidement dégénérer et entraîner un grave conflit à nos portes, dont les conséquences seront lourdes pour tout le monde, à commencer par les Européens.

Cette crise ne surgit pas par hasard. Elle vient de loin et s'inscrit dans la durée. Elle met en jeu des réflexions stratégiques décisives : la volonté de la Russie de retrouver ses zones d'influence, la relation de l'Europe avec la Russie, la politique de défense et de sécurité commune en Europe, la refondation de la relation de l'Europe avec les États-Unis dans le cadre de l'alliance, la réforme de l'OTAN, la crise de l'énergie avec la mise en service du gazoduc Nord Stream 2.

Dans cette situation, monsieur le ministre, on peine à voir la stratégie de la France et de l'Europe qui semblent être à la traîne alors qu'elles devraient être à l'initiative, d'autant plus que la France assure la présidence de l'Union européenne pendant six mois.

Quelques députés du groupe LR. Exactement !

M. Michel Herbillon. Un coup de téléphone entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine ne saurait suffire.

M. Damien Abad. Il est si tardif !

M. Michel Herbillon. Monsieur le ministre, il est important que vous éclairiez la représentation nationale sur la stratégie de la France, sur les propositions avancées par la France au nom de l'Europe pour sortir de cette crise

qui inquiète légitimement nos compatriotes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères.* Monsieur Herbillon, je vous remercie tout d'abord pour la qualité de votre question. Vous avez raison de le dire : la situation est grave, voire très grave. Des dizaines de milliers de militaires russes sont positionnés à proximité des frontières de l'Ukraine ; des manœuvres de soldats russes et biélorusses auront lieu dans les jours qui viennent en Biélorussie. Nous partageons donc votre diagnostic : la situation est très tendue.

Trois mots résumant notre action : fermeté, solidarité, dialogue.

Avec nos alliés, nous sommes résolus à la fermeté. Lors du Conseil des affaires étrangères qui s'est tenu le 24 janvier sous ma responsabilité, les États européens ont affirmé à l'unanimité que si d'aventure une atteinte nouvelle était portée à l'intégrité de l'Ukraine, celle-ci aurait des conséquences graves et que le pays qui en serait à l'initiative ferait l'objet de sanctions massives.

Nous devons faire preuve de solidarité avec l'Ukraine. L'Union européenne a ainsi mis à son service des moyens financiers significatifs. Nous devons également faire preuve de solidarité entre les États européens, qui sont unanimes dans leur détermination. Enfin, nous devons faire preuve de solidarité envers nos alliés dont certains pourraient se sentir menacés. C'est la raison pour laquelle nous appuyons les actions de l'OTAN en Estonie et en Roumanie.

Cependant, nous avons la volonté de poursuivre le dialogue. Le président Poutine doit dire s'il veut faire de son pays une puissance de déséquilibre ou s'il contribue à la désescalade. L'initiative prise par le Président de la République de reprendre les négociations au « format Normandie », alors qu'il n'y avait pas eu de réunion depuis deux ans, est un bon signe. Il faut poursuivre ce dialogue de manière obstinée. Pour garantir la sécurité en Europe, il faut instituer un nouvel ordre, plus assuré, plus visible, dans lequel les évolutions soient mieux anticipées. La sécurité ne peut pas se diviser. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Herbillon](#)

Circonscription : Val-de-Marne (8^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4757

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 février 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 février 2022](#)